III.L.

L.7071/1.
L.7072/1.

Coordination (3)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 17 mars 1960, d'une demande d'avis sur un projet :

1° d'arrêté royal "relatif au personnel navigant des forces armées",

2° d'arrêté ministériel "relatif au personnel navigant des forces armées",

a donné le 29 mars 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 17e maart 1960 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van :

1° koninklijk besluit "betreffende het varend personeel der krijgsmachtdelen",

2° ministerieel besluit "betreffende het varend personeel der krijgsmachtdelen",

heeft de 29e maart 1960 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal énumère les différentes catégories du personnel navigant des forces armées et détermine les conditions d'admission, de suspension et de radiation de ce personnel.

Le projet d'arrêté ministériel est pris pour exécuter le précédent; le Ministre de la Défense nationale y fixe les règles dont le projet d'arrêté royal lui avait confié l'élaboration.

\+

\+ +

Les projets tiennent compte des observations que le Conseil d'Etat avait formulées :

- dans son avis du 25 mai 1959 ayant trait à un projet d'arrêté royal relatif au personnel navigant de la force aérienne et à un projet d'arrêté ministériel relatif au personnel navigant de la force aérienne (L.6654 et 6655);

- dans son avis du 3 juin 1959 ayant trait à un projet d'arrêté royal fixant les spécialités du personnel de pont affecté au service des aéronefs de la force navale (L.6698).

.../...

Les projets nécessitent cependant les observations générales suivantes :

I. Les lois sur les pensions militaires, coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923, modifiées notamment par les lois des 14 juillet 1930 et 13 juillet 1934, contiennent en leurs articles 2, 3, 4 et 51 des dispositions spéciales relatives aux membres du personnel navigant.

Ces articles usent, en ce qui concerne cette matière, de terminologies diverses. Il y est fait mention de "cadre du personnel navigant de l'aviation militaire" (article 2), de "cadre du personnel navigant de l'aviation" (articles 4 et 51), de "cadre de l'aviation militaire" (article 3, A, 5°), de militaires qui font partie "de l'aviation militaire" (article 3, B, 3°), ou simplement "du personnel navigant" (article 3, D).

C'est au Roi qu'il appartient de préciser ces termes dans les limites de la loi. C'est par arrêté royal que fut effectivement déterminé, dès la création de l'aviation militaire, ce qu'il fallait entendre par "personnel navigant".

Il existe actuellement des dispositions réglementaires relatives au personnel navigant de la force aérienne et de l'aviation légère de la force terrestre.

Le projet donne du personnel navigant une notion plus large, puisqu'il l'étend au personnel de n'importe quelle force participant au service aérien.

.../...

Tôt ou tard se posera la question de savoir si tous les membres du personnel navigant, tel qu'il est défini par le projet, peuvent être considérés comme des "aviateurs" au sens des lois sur les pensions militaires.

Le Conseil d'Etat est d'avis que le projet d'arrêté royal conduit à leur reconnaître cette qualité.

Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, il y aurait certainement lieu de le dire pour qu'aucun doute n'existe à ce sujet.

\+

\+ +

II. Le projet d'arrêté royal prévoit, en son article 2, § 2, que "des militaires de tout rang peuvent être autorisés à accomplir des prestations aériennes occasionnelles".

Les §§ 3 et 4 de l'article 8 du même projet prévoient que l'autorisation d'accomplir ces prestations est suspendue d'office à l'égard des militaires qui ne se soumettent pas aux examens médicaux prescrits en application de la réglementation sur l'aptitude au service aérien.

Celle-ci est réglée par l'arrêté royal du 5 octobre 1959 relatif à l'aptitude au service aérien, qui ne fait nulle mention du militaire effectuant des prestations occasionnelles.

.../...

D'autre part, les membres du personnel navigant aérien de la force navale peuvent être également, en vertu de l'article 8, § 3,du projet d'arrêté royal, suspendus d'office s'ils ne se soumettent pas aux examens médicaux prescrits par cette même réglementation.

Malgré l'avis que le Conseil d'Etat avait donné le 3 juin 1959 (L.6698), l'arrêté royal relatif à l'aptitude au service aérien n'a pas été rendu applicable aux membres de la force navale.

Il y aurait dès lors lieu de compléter sur ces deux points, l'arrêté royal du 5 octobre 1959.

\+

\+ +

III. Une observation similaire doit être faite concernant l'application du régime d'allocations aéronautiques aux militaires effectuant des prestations aériennes occasionnelles et aux membres du personnel navigant aérien de la force navale.

L'arrêté royal du 26 mars 1956 fixant le régime des allocations et primes dues à l'occasion des prestations aéronautiques du personnel des forces armées, modifié par l'arrêté royal du 5 avril 1957, ne contient aucune disposition relative à ces deux catégories de militaires.

Il y aurait dès lors lieu d'y apporter les modifications nécessaires.

\+

\+ +

/

Les projets appellent, pour le surplus, diverses observations de forme.

Projet d'arrêté royal.

L'article 4 du projet d'arrêté royal définit les prestations aériennes des membres du personnel navigant de réserve comme étant des prestations "d'entretien". L'expression "des prestations aériennes d'entraînement" serait plus correcte.

Cette observation vaut également pour l'article 4 du projet d'arrêté ministériel, qui reprend la même expression défectueuse.

\+
\+ +

L'article 8, § 2, du projet d'arrêté royal gagnerait à être rédigé comme suit :

"La suspension et la radiation d'une catégorie du personnel navigant sont prononcées pour cause d'indiscipline ou d'inaptitude professionnelle, sur proposition motivée des chefs hiérarchiques, par l'autorité désignée par le Ministre de la Défense nationale; l'intéressé doit être mis à même de présenter ses explications oralement ou par écrit.

Ces mesures peuvent être prononcées par la même autorité, à la demande de l'intéressé".

\+
\+ +

.../...

L'article 12 du projet d'arrêté royal le fait rétroagir,en ce qui concerne la force navale, au 1er janvier 1959,à l'exception des articles relatifs aux militaires effectuant des prestations occasionnelles.

La rétroactivité est discutable en tant qu'elle a trait à l'article 8, §§ 2 et 3,du projet; ces dispositions prévoient la suspension et la radiation des catégories du personnel navigant à la suite d'indiscipline ou d'inaptitude professionnelle.

Suivant les explications données au Conseil d'Etat, aucun cas de ce genre ne s'est présenté depuis le 1er janvier 1959, parmi le personnel navigant de la force navale.

Il y a,dès lors,lieu de ne pas faire rétroagir ces dispositions et de rédiger l'article 12 du projet d'arrêté royal de la manière suivante :

"Article 12.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet (1er octobre) 1960.

Toutefois, en ce qui concerne la force navale, il produit ses effets le 1er janvier 1959, à l'exception des articles 2, § 2, 7 et 8,§§ 3 et 4, qui entrent en vigueur à la même date pour toutes les forces".

- -

.../...

Projet d'arrêté ministériel.

L'arrêté royal du 20 novembre 1956 dispose, en son article 1er, que le personnel navigant de l'aviation légère de la force terrestre comprend trois catégories :

"a) le personnel navigant breveté pilote ou pilote-observateur;

b) le personnel navigant élève-pilote ou pilote-observateur;

c) le personnel navigant de réserve pilote ou pilote-observateur".

Le projet d'arrêté ministériel prévoit, en son article 1er, que les brevets qui peuvent être délivrés à la force terrestre sont les brevets de pilote d'avion et de pilote d'hélicoptère; il n'est pas fait mention du brevet de pilote-observateur.

En son article 10, le projet cite, parmi les fonctions qui comportent l'accomplissement de prestations aériennes occasionnelles,

"à la force terrestre :

officier élève observateur-aérien".

S'il existe des officiers élèves-observateurs aériens, ne faut-il pas en déduire que l'officier observateur aérien fait partie du personnel navigant breveté,

.../...

tout comme le prévoit l'arrêté royal du 20 novembre 1956, ou du personnel navigant temporaire ?

Le projet devrait être précisé sur ce point.

\+

\+ +

L'article 10, 4°, alinéa 3, gagnerait à être rédigé comme suit :

"commandant de peloton d'engins de groupe mobile ou de légion mobile".

\+

\+ +

L'article 11, alinéa 2, devrait être rédigé comme suit :

"L'autorisation d'accomplir ces prestations, ainsi que la suspension et le retrait de cette autorisation, sont prononcés : ...(la suite comme au projet)...".

\+

\+ +

Suivant l'observation faite concernant l'article 12 du projet d'arrêté royal, l'article 12 du projet d'arrêté ministériel devrait être rédigé comme suit :

"Article 12.-

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet (1er octobre) 1960.

Toutefois, en ce qui concerne la force navale, il produit ses effets le 1er janvier 1959, à l'exception des articles 10 et 11 et des dispositions relatives à la suspension et à la radiation des catégories du personnel navigant, qui entrent en vigueur à la même date pour toutes les forces".

Het ontworpen koninklijk besluit geeft een opsomming van de categorieën varend personeel der krijgsmachtdelen en bepaalt de voorwaarden inzake opneming, schorsing en schrapping van dat personeel.

Het ontworpen ministerieel besluit dient tot uitvoering van het koninklijk besluit; de Minister van Landsverdediging bepaalt daarin de regelen waarvan de vaststelling hem door het ontworpen koninklijk besluit is opgedragen.

\+

\+ \+

De ontwerpen houden rekening met de opmerkingen welke de Raad van State heeft gemaakt :

- in zijn advies van 25 mei 1959 over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende het varend personeel van de luchtmacht en een ontwerp van ministerieel besluit betreffende het varend personeel van de luchtmacht (L.6654 en 6655) ;

- in zijn advies van 3 juni 1959 over een ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van de specialiteiten van het dekpersoneel aangewezen voor de dienst van de luchtschepen van de zeemacht (L.6698).

.../...

Bij de ontwerpen zijn evenwel de volgende opmerkingen te maken:

I. De bij koninklijk besluit van 11 augustus 1923 gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen, onder meer gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1930 en 13 juli 1934, bevatten bijzondere bepalingen betreffende de leden van het varend personeel, met name de artikelen 2, 3, 4 en 51.

Deze artikelen gebruiken in dit verband een verschillende terminologie. Zij spreken van het "kader van het varend personeel van het militair vliegwezen" (artikel 2), het "kader van het varend personeel der luchtvaart" (artikelen 4 en 51), het "kader van het militaire vliegwezen" (artikel 3, A, 5°), van militairen die deel uitmaken "van het militaire vliegwezen" (artikel 3, B, 3°) of gewoon van "het varend personeel" (artikel 3, D).

Het is zaak van de Koning deze termen binnen de grenzen van de wet nader te omschrijven. Dadelijk na de oprichting van de luchtmacht heeft een koninklijk besluit inderdaad bepaald wat onder "varend personeel" moest worden verstaan.

Er bestaan thans verordeningsbepalingen betreffende het varend personeel van de luchtmacht en van de lichte vliegdienst der landmacht.

.../...

Het ontwerp verruimt het begrip "varend personeel", want breidt het uit tot het personeel van ieder krijgsmachtdeel dat aan de luchtdienst deelneemt.

Vroeg of laat zal de vraag rijzen of alle leden van het varend personeel, zoals dit in het ontwerp is omschreven, kunnen worden beschouwd als "vliegers" in de zin van de wetten op de militaire pensioenen.

Naar 's Raads oordeel leidt het ontwerp van koninklijk besluit ertoe dat zij als zodanig worden erkend.

Mocht dit niet de bedoeling van de Regering zijn, dan zou dit uitdrukkelijk moeten worden gezegd om alle twijfel weg te nemen.

\+

\+ +

II. Artikel 2, § 2, van het ontwerp van koninklijk besluit bepaalt, dat "militairen van alle rang gemachtigd kunnen worden gelegenheidsluchtvaartprestaties te volbrengen".

De §§ 3 en 4 van artikel 8 van hetzelfde ontwerp bepalen, dat de machtiging tot het volbrengen van die prestaties van ambtswege wordt geschorst voor militairen die zich niet onderwerpen aan het geneeskundig onderzoek als voorgeschreven bij toepassing van de reglementering betreffende de geschiktheid voor luchtdienst.

.../...

Deze reglementering is vastgesteld bij het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de geschiktheid voor luchtdienst, waarin hoegenaamd geen sprake is van de militair die gelegenheidsprestaties verricht.

Anderzijds kunnen ook leden van het varend luchtpersoneel van de zeemacht, krachtens artikel 8, § 3, van het ontwerp van koninklijk besluit van ambtswege worden geschorst indien zij zich niet onderwerpen aan het geneeskundig onderzoek als door diezelfde reglementen voorgeschreven.

Ondanks 's Raads advies van 3 juni 1959 (L.6698), is het koninklijk besluit betreffende de geschiktheid voor luchtdienst niet toepasselijk verklaard op de leden van de zeemacht.

Het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 zou dus, wat die twee punten betreft, moeten worden aangevuld.

\+

\+ \+

III. Een soortgelijke opmerking moet worden gemaakt in verband met de toepassing van de regeling inzake luchtvaarttoelagen aan militairen die gelegenheidsluchtvaartprestaties verrichten en aan leden van het varend luchtpersoneel van de zeemacht.

.../...

Het koninklijk besluit van 26 maart 1956 tot vaststelling van het stelsel der toelagen en premiën voor luchtvaartprestaties van het personeel der krijgsmacht verschuldigd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 april 1957, bevat geen enkele bepaling betreffende deze beide categorieën van militairen .

De nodige wijzigingen behoren derhalve te worden aangebracht.

\+

\+ +

Over de vorm van de ontwerpen zijn voorts nog de volgende opmerkingen te maken :

Ontwerp van koninklijk besluit.

Artikel 4 van het ontwerp van koninklijk besluit noemt de luchtvaartprestaties van de leden van het reserve-varend personeel "onderhoudsluchtvaartprestaties". Een juistere term ware : "trainingsluchtvaartprestaties".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 4 van het ontwerp van ministerieel besluit, waarin dezelfde gebrekkige term voorkomt.

\+

\+ +

.../...

Artikel 8, § 2, van het ontwerp van koninklijk besluit kan beter als volgt worden gelezen :

"De beslissing tot schorsing of schrapping als lid van een categorie van het varend personeel wordt wegens tuchteloosheid of beroepsongeschiktheid, op gemotiveerd voorstel van de hiërarchische meerderen, genomen door de overheid welke de Minister van Landsverdediging aanwijst; aan de betrokkene moet de gelegenheid worden gegeven om zich mondeling of schriftelijk te verantwoorden.

Dezelfde overheid kan die maatregelen nemen op verzoek van de betrokkene".

\+

\+ \+

Artikel 12 van het ontwerp van koninklijk besluit doet dit besluit voor de zeemacht terugwerken tot 1 januari 1959, met uitzondering van de artikelen betreffende de militairen die gelegenheidsprestaties verrichten.

De terugwerking is betwistbaar in zover zij slaat op artikel 8, §§ 2 en 3,van het ontwerp; deze bepalingen handelen over de schorsing en de schrapping als lid van een categorie van het varend personeel wegens tuchteloosheid of beroepsongeschiktheid.

.../...

Volgens de aan de Raad van State verstrekte uitleg heeft zich sedert 1 januari 1959 geen zodanig geval bij het varend personeel van de zeemacht voorgedaan.

Die bepalingen hoeven dan ook niet terug te werken, en artikel 12 van het ontwerp van koninklijk besluit kan dus als volgt worden gelezen :

"Artikel 12.-

Dit besluit treedt in werking op 1 juli (1 oktober) 1960.

Voor de zeemacht echter, heeft het uitwerking met ingang van 1 januari 1959, met uitzondering van de artikelen 2, § 2, 7 en 8, §§ 3 en 4, die voor alle krijgsmachtdelen op dezelfde datum in werking treden".

Ontwerp van ministerieel besluit.-

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 november 1956 bepaalt, dat het varend personeel van de lichte vliegdienst der landmacht drie categorieën omvat :

"a) het gebrevetteerd varend personeel vliegtuigbestuurders of vliegtuigbestuurders-waarnemers ;

.../...

b) het lerend varend personeel vliegtuigbestuurders of vliegtuigbestuurders-waarnemers ;

c) het varend reservepersoneel vliegtuigbestuurders of vliegtuigbestuurders-waarnemers".

Artikel 1 van het ontwerp van ministerieel besluit bepaalt, dat als brevetten aan de landmacht kunnen worden afgegeven : het brevet van vliegtuigpiloot en het brevet van helicopterpiloot; er wordt geen melding gemaakt van het brevet van vliegtuigbestuurder-waarnemer.

In artikel 10 vermeldt het ontwerp bij de functies waaraan de uitvoering is verbonden van gelegenheidsluchtvaartprestaties,

"bij de landmacht :
officier-leerling-luchtwaarnemer".

Indien er officieren-leerling-luchtwaarnemers bestaan, moet daaruit dan niet worden afgeleid dat de officier-luchtwaarnemer tot het gebrevetteerd varend personeel behoort, zoals bepaald in het koninklijk besluit van 20 november 1956, of tot het tijdelijk varend personeel ?

Het ontwerp zou, wat dit punt betreft, nader moeten worden toegelicht.

\+

\+ \+

.../...

De Franse tekst van artikel 10, 4°, derde lid, kan beter als volgt worden gelezen :

"commandant de peloton d'engins de groupe mobile ou de légion mobile".

\+

\+ +

De Franse tekst van artikel 11, tweede lid, kan beter als volgt worden gelezen :

"L'autorisation d'accomplir ces prestations, ainsi que la suspension et le retrait de cette autorisation, sont prononcés: ... (voorts zoals het ontwerp)...".

\+

\+ +

Overeenkomstig de opmerking bij artikel 12 van het ontwerp van koninklijk besluit, behoort artikel 12 van het ontwerp van ministerieel besluit als volgt te worden gelezen :

"Artikel 12.-

Dit besluit treedt in werking op 1 juli (1 oktober) 1960.

Voor de zeemacht echter, heeft het uitwerking met ingang van 1 januari 1959, met uitzondering van de artikelen 10 en 11 en de bepalingen betreffende de schorsing en de schrapping als lid van een categorie van het varend personeel, die voor alle krijgsmachtdelen op dezelfde datum in werking treden."

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

F.VAN GOETHEM, assesseurs de la section de législation,
J.ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, — adjunct-griffier, — greffier. — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.